

MEGAflorestais

2009/ British Columbia

Gouvernance Forestière en Mutation
Synthèse de la Réunion

Whistler, Colombie Britannique, Canada
5 – 9 Octobre 2009

Co-organisée par : Ministère des Forêts et des Pâturages, Colombie Britannique ,
British Columbia ; Ressources Naturelles du Canada, le Service
Forestier Canadien

En collaboration avec: L'Initiative des Droits et Ressources

Co-présidents de
Megaflorestais: Sally Collins
*Directeur du Bureau des Services des Écosystèmes, Ministère
Américain d'Agriculture*
Tasso Azevedo
Conseiller Principal au Ministère de l'Environnement du Brésil

Facilitateur Megaflorestais : Andy White
Coordinateur, Initiative des Droits et Ressources

Table of Contents

CONTEXTE.....	1
MEGAFLORESTAIS 2009: COLOMBIE BRITANNIQUE	2
PRINCIPAUX THÈMES ET PROBLÈMES EXAMINÉS	3
PROBLÈMES SOULEVÉS ET PRÉSENTÉS COMME DE NOUVELLES PRIORITÉS.....	7
RECOMMANDATIONS POUR LES PROCHAINES ÉTAPES.....	7
ANNEX 1: PROGRAMME	i
ANNEX 2: LISTE DES PARTICIPANTS.....	v

Initiative des Droits et Ressources

L'Initiative des Droits et Ressources (RRI) est une coalition mondiale pour faire évoluer les réformes de la tenure forestière, des politiques et du marché. RRI est constitué d'organisations internationales, régionales et communautaires engagées dans la conservation, la recherche et le développement. La mission de cette organisation est de promouvoir des actions internationales majeures de réformes des politiques forestières et du marché et d'augmenter les capacités des communautés et des ménages à devenir propriétaires, contrôler et bénéficier des forêts et des arbres.

RRI est coordonné par le *Rights and Resources Group*, une organisation à but non lucratif basée à Washington D.C. Pour de plus amples informations, visiter le site <http://www.rightsandresources.org>

Partenaires



Supporters



Contexte

MegaFlorestais¹ est un groupe informel de dirigeants d'agences forestières publiques mobilisés pour faire évoluer le dialogue et les échanges internationaux sur les mutations dans la gouvernance forestière, l'industrie forestière, et les rôles des organismes forestiers publics. Ce groupe, composé des dirigeants d'institutions forestières des pays disposant des plus grands couverts forestiers du monde, offre à ces derniers, l'occasion de partager leurs expériences et problèmes d'une manière franche², ouverte et méthodique. Le processus cherche à raffermir les relations entre les organismes forestiers, renforcer collectivement leurs capacités à jouer des rôles pionniers dans le traitement des problèmes de gouvernance et de gestion durable des forêts.

L'idée de créer MegaFlorestais est née au cours d'une conférence co-organisée par RRI et le Centre Chinois de Politique Agricole à Beijing en Septembre 2005.

Le but de cette rencontre était de partager les expériences internationales en matière de réforme des forêts publiques avec l'Administration Chinoise des forêts et d'autres décideurs. Les délégués du Brésil, de la Chine, des Etats-Unis et du Mexique ayant pris part à cette rencontre avaient convenu de poursuivre la collaboration en créant MegaFlorestais. Ils avaient alors invité RRI à faciliter et coordonner l'organisation des réunions.

Le groupe est co-présidé par Sally Collins, ancien chef adjoint du Service des Forêts des États-Unis et actuel Directeur du Bureau des Services des Écosystèmes au Ministère Américain d'Agriculture, et de Tasso Azevedo, ancien Directeur Général du Service Forestier Brésilien et présentement Conseiller Principal au Ministère de l'Environnement du Brésil. RRI continue à jouer le rôle de secrétariat pour MegaFlorestais.

La première réunion formelle de MegaFlorestais a été organisée en 2006 par le Service des Forêts des États-Unis et s'est tenue en Pennsylvanie, à Grey Towers, le domaine historique de Gifford Pinchot, premier administrateur en chef de ce Service. Cette rencontre qui rassemblait les hauts cadres du Brésil, du Cameroun, du Canada, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, du Mexique, de la Russie et des États-Unis, avait porté sur quatre principaux thèmes:

- Changements intervenus dans la tenure et l'administration forestières
- Rôle des agences forestières dans l'augmentation de la contribution des forêts à la réduction de la pauvreté et au développement communautaire
- Réforme des réglementations pour favoriser la croissance économique nationale et accroître les opportunités pour les petits propriétaires forestiers
- Problèmes auxquels font face les organismes forestiers pour assurer le leadership politique dans un contexte de mutation.

La réunion MegaFlorestais de 2007 a été organisée par l'Agence Fédérale Russe des Forêts à Saint-Pétersbourg, en Russie, et a regroupé les hauts cadres des institutions forestières d'Australie, du Brésil, du Cameroun, du Canada, de la Chine, de la Finlande, d'Indonésie, et des États-Unis. S'appuyant sur les leçons de la précédente réunion de MegaFlorestais et avec la généreuse facilitation du Ministère des forêts et des Pâturages de la CB, cette

¹ MegaFlorestais – a Portuguese phrase that translates to “those with the greatest forests.”

² Les réunions de MegaFlorestais encouragent la conversation libre et ouverte conformément à la règle de Chatham House, qui stipule : «Quand une réunion ou une partie de celle-ci, est tenue en conformité à la Règle de Chatham House, les participants sont libres d'utiliser les informations reçues, mais ni l'identité, ni l'affiliation de l'intervenant (s), ni celle d'aucun autre participant, ne peut être révélée.

réunion de trois jours a surtout recherché à maximiser les échanges entre les participants sur les thèmes suivants :

- Comprendre l'industrie forestière dans le marché mondial en mutation
- Concevoir et mettre en œuvre des réformes de tenure forestière
- Concevoir des réglementations rationnelles et plus équitables
- Identifier des initiatives pouvant aider à lutter contre le changement climatique

Le groupe s'est réuni à nouveau au Brésil en 2008. Cette rencontre d'une semaine, avait commencé à Brasilia, s'est poursuivie par une excursion en bateau de l'Amazonie à Manaus, une visite des opérations sylvicoles et d'usinage de Precious Woods-Amazonas, près d'Itacoatiara. Les sessions Megaflorestais de 2008 ont éclairé les participants sur l'état du secteur forestier dans le monde et ont donné lieu à des discussions formelles et informelles entre ces derniers. Les principaux thèmes abordés ont été :

- La pertinence, l'impact, la connectivité de REDD et le financement carbone ;
- L'élaboration de plans d'aménagement forestier pour l'adaptation au changement climatique ;
- L'expérience Brésilienne en matière des politiques et des réglementations liées à la gouvernance forestière.

Les présentations et les synthèses des discussions de cette réunion sont disponibles sur : www.megaforestais.org

Megaflorestais 2009: Colombie Britannique

En 2008, des représentants du Ministère des Forêts et des Pâturages de la Colombie-Britannique, de Ressources Naturelles du Canada, et du Service Forestier Canadien, avaient proposé de co-organiser la prochaine rencontre MegaFlorestais à Whistler, CB. Au-delà de l'extraordinaire beauté naturelle du cadre, la réunion de la Colombie-Britannique a continué, comme lors des rencontres antérieures de MegaFlorestais, à mettre l'accent sur la tenure forestière, les réglementations et les rôles évolutifs des administrations forestières.

Ces questions sont d'une importance particulière en Colombie-Britannique et au Canada aujourd'hui, en raison de l'attention accrue accordée aux forêts dans les débats internationaux sur l'adaptation et les mesures d'atténuation liées aux changements climatiques, et les mutations dans régimes de tenure. L'expérience du Canada est révélatrice de nombreux défis auxquels font face les administrations forestières publiques dans d'autres contextes, par exemple :

- S'assurer que les industries nationales continuent à contribuer au développement rural, malgré un marché international du bois en récession
- Examiner les impacts du changement climatique dans les forêts nationales, (Ex. l'augmentation des insectes et des foyers d'incendies) et assurer la gestion et le contrôle des dynamiques du carbone forestier
- Répondre aux revendications des droits sur forêts, telles que celles exprimées par les Premières Nations
- Réorienter les politiques de tenure forestière en faveur des concessions forestières de petite taille
- Évaluer les rôles respectifs des autorités forestières provinciales et fédérales
- Gestion forestière et développement des ressources dans les zones de transition à l'interface urbain / rural.

Les participants de 2009 étaient constitués des représentants d'Indonésie, de la Russie, du Brésil, de la Chine, des Etats-Unis, ainsi que de leurs hôtes du gouvernement provincial de la Colombie Britannique et du gouvernement fédéral du Canada. Les délégations étaient pour

la plupart conduites par le responsable du ministère des forêts ou son adjoint, et composées d'un à quatre autres fonctionnaires.

La réunion était présidée par Sally Collins assistée d'Andy White de l'Initiative des Droits et Ressources. Tasso Azevedo, l'autre co-président et un des initiateurs du réseau MegaFlorestais, n'a malheureusement pas pu assister à la réunion cette année en raison de l'important rôle de conseiller qu'il devait jouer au Ministère Brésilien de l'Environnement dans les négociations de la CCNUCC sur le climat.

L'on a aussi déploré l'absence des deux délégués du Ministère de l'Environnement, de la Conservation et du Tourisme de la République Démocratique du Congo, du fait des problèmes de visa: Sébastien Malele Mbala (Directeur Général, Service Permanent d'Inventaire et d'Aménagement Forestiers) et Prosper Ngetele Situasendua (Point Focal Foresterie Communautaire).

En plus des participants déjà mentionnés, il y avait aussi des personnes ressources de divers profils, invités à fournir des informations actualisées sur les sujets abordés, à partager leurs opinions et stimuler les discussions. Il s'agit de John Hudson, Conseiller forestier principal au Ministère Britannique du Développement International (DFID), Werner Kurz, Chercheur principal au Service Canadien des Forêts, Jerliyn Levi, Directeur adjoint en charge des politiques aux programmes internationaux du Service Forestier des États-Unis, Don Roberts, de la Banque d'Investissement Marchés Mondiaux CIBC du Canada et Xu Jintao, Professeur d'Économie des Ressources Naturelles à l'Université de Pékin. Arvind Khare et Jeffrey Hatcher de RRI ont également participé aux débats et fait des présentations.

L'Annexe 2 du présent rapport présente la liste complète des personnes présentes lors des discussions.

Principaux Thèmes et Problèmes examinés

Le premier sujet majeur abordé portait sur les changements structurels dans l'industrie du bois, en particulier les probabilités de nouvelles demandes du marché en biomasse forestière, et les modèles commerciaux émergents pour les petites et moyennes entreprises forestières.

Don Roberts, personne ressource de CIBC, a fait un exposé sur les impacts du ralentissement économique mondial sur l'économie forestière. Un des sujets clés soulevés dans son intervention c'est la tendance à la convergence des trois secteurs que sont "l'alimentation, le carburant et les fibres". Cette convergence est mue par une conjonction de facteurs tels que : la hausse du prix du pétrole, qui à son tour entraîne celle des prix des céréales, des oléagineux et du bois de qualité inférieure, ainsi que la demande potentielle en biocarburants, et la rareté des terres. L'orateur a relevé que le projet de bioénergie est économiquement irréalisable avec un prix du pétrole de 40 \$ / baril, mais qu'il pouvait être plus viable au double de ce prix. Le prix du carbone reste une inconnue, mais crucial dans le calcul, et peut encore rester ainsi pendant plusieurs années. Roberts a également donné un aperçu rapide de l'actualité des politiques de bioénergie aux États-Unis, en Chine et dans l'Union européenne, relevant au passage la faible probabilité pour ces nations d'atteindre leurs objectifs bioénergétiques sur le court terme. On note néanmoins que les demandes venant de l'UE sont entrain d'impulser le commerce international des granulés de bois, la forme de bioénergie en très rapide expansion.

Ayant son propos sur l'industrie forestière en pleine évolution, Andy White a relevé les ambivalences des politiques forestières actuelles, lesquelles ont souvent privilégié l'appui des grandes concessions et exploitants forestiers, et sous-estimé la réalité de la diversité des secteurs forestiers artisanaux dans les pays développés et de nombreux pays en développement. White a reconnu qu'il peut être difficile pour les organismes forestiers de s'identifier avec et de s'engager dans cette vaste coalition informelle, surtout au vu des intérêts particuliers en jeu dans l'industrie du bois. Dans les discussions qui ont suivi, les participants ont souligné que les bases de production telles que l'exploitation minière industrielle dans les concessions forestières sont des cibles faciles pour la capture de la rente, tandis qu'un système de production diffus empêche la corruption et stimule la croissance économique.

Pour ceux qui ont été déroutés par l'évolution du rôle de l'industrie forestière et des organismes forestiers, Jim Snetsinger³, Forestier en Chef de la Colombie Britannique, a montré que l'expérience de cette province canadienne pouvait leur être didactique. Il a abordé les questions de l'expansion des concessions forestière («tenures») de petite taille, des communautés, et des Premières Nations ainsi que des plans de développement des économies rurales par une politique encourageant l'utilisation du bois, là où c'est possible, dans la construction des bâtiments gouvernementaux en Colombie-Britannique. Snetsinger a également entretenu les participants sur la dévastation causée par le dendroctone du pin ponderosa, et les plans de sauvetage de pins morts.

La présentation de Snetsinger a été complétée pendant le dîner par un aperçu de l'adjoint au vice Ministre et Chef du Service Canadien des Forêts et des Ressources Naturelles. Jim Ferrell a examiné un certain nombre de nouvelles dynamiques qui interpellent les régions forestières et les organismes forestiers publics, telles que les mutations dans les caractéristiques démographiques, les changements climatiques, les catalyseurs d'incendies de forêt, l'envahissement des parasites, la chute des prix du bois du fait de l'effondrement du marché immobilier américain, et les nouvelles opportunités scientifiques et technologiques liées aux forêts.

Au deuxième jour, les forestiers du District Forestier de Squamish ont conduit le groupe dans une concession forestière proche de la vallée du Haut-Elaho. Ce groupe a été accueilli par Siyam Bill Williams, chef héréditaire et co-président du Conseil de la Nation Squamish, la tribu qui revendique aussi bien la propriété ancestrale de la région que la concession en elle-même, la Licence d'usine de bois numéro 38. L'excursion a consisté en une visite guidée d'un bloc actif de coupe à 1000 m d'altitude, une opération de restauration sylvicole vieille de 10-12 ans, et la visite d'une micro centrale hydroélectrique au fil de l'eau à Ashlu Creek.

L'excursion a mis les dirigeants des organismes forestiers en contact avec une entreprise forestière moderne et la façon concrète par laquelle elle gère de concert avec le gouvernement, la question controversée de la propriété des forêts à partir des droits sécurisés de tenure pour les Premières Nations Autochtones. L'exploitation forestière était industrielle et commercialement compétitive, mais se conformait aussi aux strictes directives environnementales d'extraction et de reforestation telles qu'exigées par les propriétaires Squamish de la forêt. Cette expérience naviguait à contre courant des idées de certains participants sur les implications politiques et économiques d'une reconnaissance des territoires indigènes.

³ Snetsinger a représenté le Ministère provincial des Forêts et des Pâturages en lieux-et-places du Vice Ministre Hayden Dana, qui n'a pas pu participer à la réunion à cause d'une urgence de dernière minute.

Les discussions de la troisième journée ont commencé avec un autre important sujet : l'adaptation et les mesures d'atténuation liées aux changements climatiques dans les forêts. A titre d'illustration du degré d'importance de cette question, six orateurs ont abordé un éventail de sujets techniques et politiques, le tout dans un contexte marqué par une valorisation accrue de la séquestration du carbone forestier.

Werner Kurz, chercheur Principal en climatologie au Service Canadien des forêts, a statué sur les dernières projections de réchauffement climatique faites par des climatologues. Afin de rester dans un budget carbone de 450 GtC (soit 2°C de réchauffement), la planète a dix années pour réduire son taux d'émission d'une augmentation annuelle de 3,5%⁴ à une baisse de 10%. Les émissions venant des forêts et de la terre continueront à être des facteurs importants - les sols permafrost des forêts boréales contiennent 1672 GtC, que le réchauffement pourrait libérer. Le modèle Canadien d'analyse du budget carbone présenté par Kurz a indiqué que les forêts du Canada pourront cesser d'être un puits net de carbone (de 60-70 MtCo2e/an en 2004) pour devenir une source nette (probablement 100 MtCo2e/an dès 2010) à cause des parasites et du feu.

Ces perturbations sont observées dans d'autres forêts dans le monde entier, comme l'a expliqué le Chef Adjoint de l'Agence Fédérale Russe des Forêts, Mikhail Giryayev. Celui-ci a identifié trois principaux facteurs climatiques inter-reliés à l'origine de la dégradation des forêts en Russie: les mauvaises conditions météorologiques, les infestations d'insectes, et les feux incontrôlés. Au cours des dix dernières années, ces feux ont détruit deux tiers de tous les peuplements forestiers morts. Les insectes en ont détruit une proportion de 0,4 Mha. Les inondations dans le nord et la sécheresse dans le sud ont induit des pertes supplémentaires. En réaction à cette situation, l'AFF travaille au niveau fédéral et régional pour améliorer la télédétection, approfondir la recherche sur les impacts du climat sur les forêts, et le financement des activités d'adaptation.

Le Directeur Luiz Joels du Service Forestier Brésilien a informé les participants sur la création récente du Fonds d'Amazonie pour le financement des réductions de la déforestation, la conservation et l'utilisation plus durable des forêts amazoniennes. Cette nouvelle institution finance des activités pouvant réduire les émissions du carbone forestier en deçà du niveau de référence établi, même si elles ne devront pas générer des crédits échangeables. Joels a souligné que la plupart des réductions étaient le résultat d'une meilleure application (des normes). Il a cité à ce propos la décentralisation des responsabilités de gestion forestière aux États-Unis comme clé du succès. Il a noté que certaines des meilleures nouvelles du Service Forestier de l'année sont venues non pas d'Amazonie, mais du sud du Brésil, où la lutte contre la déforestation avait connu des succès significatifs. Les participants ont évalué comment le Brésil, naguère réputé dans la déforestation tropicale, est aujourd'hui vénéré pour sa réduction des pertes de forêts. Joels a également partagé ses visions du futur de la gestion des forêts Brésiliennes : il a indiqué que la gestion communautaire prendra progressivement le pas sur les vastes concessions commerciales. A son avis, comprendre et servir ce mouvement croissant de propriétaires de forêts communautaires constituera le prochain défi majeur du SFB.

John Hudson du DFID a fait accélérer la réunion en abordant la question de l'état du processus de négociations de la CCNUCC. Il a relevé que de nombreux experts ont une vue

⁴ L'augmentation annuelle moyenne en carbone atmosphérique entre 2000-2007 était d'environ 3.5%, taux supérieur à tous les scénarios du GIEC. La mise en œuvre immédiate du taux annuel de réduction de 6% resterait également dans les limites 450 GtC.

pessimiste de la COP15 à Copenhague. Toutefois, il semble y avoir un large consensus sur REDD, une question clé pour les institutions forestières. Des signes de soutien dans les hautes hiérarchies gouvernementales sont indicateurs que ces institutions peuvent espérer voir les négociations déboucher sur des engagements sur REDD en Décembre, si les discussions controversées sur le financement trouvent une issue.

Partant d'un examen approfondi de REDD, Jeffrey Hatcher de RRI a souligné le rôle de la propriété et de la tenure forestière pour une réduction significative des émissions du carbone forestier. Malgré les avantages potentiels d'un financement accru pour les forêts, Hatcher a averti que la mise en œuvre efficace et équitable de ces plans pourra poser de sérieux problèmes, surtout si les droits fonciers ne sont pas clarifiés. Au cas où il y a des progrès au niveau des plans nationaux REDD, les organismes forestiers seront soumis à une forte pression pour garantir leur succès. Les acteurs de la société civile, du secteur privé, des gouvernements donateurs et des administrations du programme REDD ont réitéré l'importance de la tenure dans REDD. De nombreux représentants de la communauté forestière craignent également cependant que ce mécanisme ralentisse les progrès accomplis dans la sécurisation de leurs droits.

Sally Collins a démontré que les programmes de paiements pour les services d'écosystèmes, tels que REDD pouvaient générer des revenus non pas seulement pour les pays en développement, mais aussi pour les pays développés. S'appuyant sur certaines de ses expériences en tant que Directeur du Bureau des Services et des Marchés d'Écosystèmes au Ministère Américain d'Agriculture, Collins a relevé que le marché volontaire et de conformité constituait une opportunité pour accroître la valeur des terres et la qualité de l'environnement. Elle a aussi souligné la nécessité de multiplier les sources de revenus sur un même paysage ; par exemple une "ferme du futur" en plus de servir aux cultures traditionnelles et au bétail, peut générer des revenus de la séquestration du carbone, de la biomasse de cogénération et des crédits pour améliorer la qualité de l'eau.

Le troisième et dernier thème, *réformes des droits de tenure dans les zones forestières*, a été concocté à partir des présentations de la première journée et demie, et est devenu le thème principal des discussions des deuxième et troisième jours. Les représentants des organismes forestiers du Brésil, d'Indonésie et de la Chine ont reconnu le lien entre développement durable et les droits des populations forestières et rurales, et évalué les réponses apportées par leurs administrations.

Arvind Khare a attiré l'attention de l'audience sur la question de tenure, en décrivant la dynamique de la propriété forestière au cours des dix dernières années. Il a soulevé les questions ardues de la pauvreté, de la répression, des conflits et de la déforestation dans de nombreuses régions forestières tropicales. Montrant que la plupart de ces défis étaient liés à l'absence de clarté de la tenure et de l'exclusion des processus de gestion, Khare a exhorté les agences forestières à considérer les droits des habitants de la forêt comme une priorité absolue.

Trois pays ont également partagé leur expérience d'amélioration dans la tenure des populations rurales. Prenant appui sur l'exposé fait plus tôt par son collègue, Antonio Hummel, chef du Service Forestier Brésilien, a mis en évidence de nouveaux modes de dévolution de la gestion et des droits d'usage aux populations locales. Il a à ce propos fait état de la délimitation des terres des Autochtones et des Quilombos, la création de réserves d'extraction (RESEX), et le développement de nouvelles opportunités de foresterie

communautaire. Il a également évoqué les efforts visant à formaliser la tenure en permettant aux squatters d'obtenir des titres sur les terres qu'ils revendiquent, en échange du maintien des forêts sur pied sur quatre cinquième de la zone.

Li Yucai, Vice Ministre Chinois de l'Administration Forestière a fait la revue de six années de réforme du régime forestier dans son pays. Mise en œuvre dans toute la Chine, cette réforme, s'est appesantie sur le transfert de certains droits de propriété et de gestion des forêts aux ménages ruraux ainsi que la compensation pour la conservation des forêts. Selon LI, cette réforme est perçue comme l'une des plus réussies en milieu rural dans l'histoire de la Chine, et comme une mesure ayant significativement contribué à l'augmentation du revenu et de la richesse des agriculteurs.

A.F. Masud a axé son propos sur un nouveau régime de tenure expérimenté par le Ministère Indonésien des Forêts à Java. En offrant aux communautés des droits d'usage de 30 ans sur les terres comprises entre les arbres formant des millions d'hectares de plantations forestières, le programme a favorisé d'importantes améliorations dans la production alimentaire locale pour plusieurs centaines de milliers de familles.

Suite à ces interventions, une discussion informelle sur la réforme de la tenure a eu lieu. Les participants ont échangé sur la diversité des régimes de tenure dans les communautés de leurs pays et ont abordé de nombreux aspects de cette question complexe.

Il y a eu un consensus général sur la nécessité de clarifier les régimes fonciers nationaux. Il a été reconnu que la signification de ces réformes pouvait varier selon qu'on avait affaire à la propriété individuelle ou collective, aux droits d'usufruit ou à la propriété cessible et exécutoire de plein droit. On a également noté qu'une réforme appropriée du régime foncier devrait tenir compte des particularités contextuelles, telles que la qualité de la terre allouée et les capacités des communautés locales.

De nombreux participants ont souligné la nécessité de mettre en place des mesures complémentaires pour soutenir ces réformes, telles que les incitations financières, des programmes de formation, des mécanismes pour faciliter le transfert des droits et la révision des structures réglementaires des forêts. Plusieurs délégations ont fait état de la difficulté à réglementer les droits de propriété pour les ménages de petite taille, et la nécessité de trouver un équilibre entre l'augmentation des moyens d'existence et l'application de la réglementation pour garantir la durabilité des forêts (tout en évitant les conditions contraignantes pouvant restreindre les opportunités pour la gestion forestière locale).

Andy White a parlé de l'expérience de l'État Américain du Montana, dans laquelle les responsables des forêts ont constaté que les plans détaillés et stricts d'aménagement pour les propriétaires privés étaient coûteux et inutiles. On observe qu'une évolution de l'Administration forestière de cet État de son rôle de police à celui d'éducateur en faveur des «meilleures pratiques» volontaires a permis d'améliorer le taux global de conformité. Le Brésil est aussi entrain de s'engager dans un processus similaire pour simplifier les plans d'aménagement et transférer davantage de responsabilités aux communautés.

Problèmes soulevés et présentés comme de nouvelles priorités

Comme chaque année, de nouvelles questions urgentes ont pris de l'importance dans les agendas des pays membres. Bien que les priorités des administrations forestières diffèrent,

plusieurs points communs distincts ont été dégagés lors des discussions. **La compétition entre différentes activités d'utilisation des terres** (ex. l'agriculture, l'exploitation minière, le développement municipal) a été signalé comme un sujet important, nécessitant une nouvelle réflexion sur l'amélioration de la collaboration inter-institutions. L'on a aussi reconnu la **nécessité de favoriser les opportunités économiques pour les gestionnaires communautaires et les chefs d'entreprise**, ainsi que des directives sur les structures de réglementation et les stratégies pour mobiliser les communautés locales et les peuples autochtones qui soutiendront cette croissance. Nombreux autres participants ont souligné la nécessité de **réévaluer le rôle des ministères en charge des forêts à la lumière de l'évolution du contexte mondial**. Le Canada a été à cet effet cité en exemple parce que le soutien de ses gouvernements provinciaux en faveur d'une économie verte est à l'origine d'une utilisation durable du bois. Enfin, **le changement climatique est demeuré un centre d'intérêt prioritaire**. Les pays ont exprimé de nouvelles inquiétudes sur l'ampleur des feux de forêt et d'autres effets liés au climat, mais se sont également montrés disposés à soutenir de nouvelles recherches sur le changement climatique et les forêts et à collaborer à travers les frontières.

Recommandations pour les Prochaines Étapes

Les membres de MegaFlorestais ont convenu que la réunion de Whistler était un succès et appelé à la poursuite de la série. **La Chine s'est portée volontaire pour accueillir la prochaine réunion à Yichun, Province de Heilongjiang, en Septembre 2010**, parallèlement à une grande conférence internationale sur la réforme de la tenure forestière à Beijing, organisée par RRI et l'Administration Forestière d'Etat de Chine. L'Indonésie a exprimé son intérêt pour l'organisation de MegaFlorestais 2010 et sa proposition a été acceptée à l'unanimité. La valeur et la nécessité des réunions ont été réaffirmées, et Sally Collins et Tasso Azevedo ont été priés de demeurer co-présidents MegaFlorestais.

RRI et le Service Forestier des Etats-Unis (SFEU) ont rappelé la proposition pour un nouveau thème pour la prochaine rencontre : un séminaire sur le leadership pour les futurs dirigeants du secteur forestier. Ce séminaire recherchera à familiariser les cadres à mi-carrière des ministères des forêts, et d'autres ministères traitant des forêts, aux problèmes mondiaux liés à la gouvernance forestière et à l'économie. L'idée a été très bien accueillie ; les participants ont élaboré des critères pour la nomination des candidats en milieu de carrière et ont accepté l'invitation du SFEU d'organiser ce séminaire au lieu historique de Grey Towers à Milford, en Pennsylvanie, site qui a accueilli la première rencontre officielle de MegaFlorestais en 2006.

Deux autres propositions de thèmes pour des rencontres ont porté sur la conception des réglementations et les peuples autochtones. **L'intérêt pour le système de réglementation des opérateurs forestiers privés du Montana suscité par les discussions de la journée a inspiré la recommandation d'une descente sur les sites concernés en Juillet et Août 2010.** Inspiré par la dynamique entre les Premières Nations et les représentants gouvernementaux au Canada, **le Brésil a suggéré l'idée d'une rencontre entre les populations autochtones du Canada, d'Amazonie ou d'ailleurs, éventuellement au Brésil ou en Colombie-Britannique pour un débat sur les entreprises forestières communautaires.**

Tous les participants ont exprimé leurs sincères remerciements au Ministère des Forêts et des Pâturages de la CB, aux Ressources Naturelles du Canada, au Service Canadien des Forêts pour avoir accueilli la réunion, et au DFID pour le financement. Des remerciements particuliers ont été adressés aux agents du District Forestier de Squamish pour avoir bien voulu organiser la visite sur le terrain et donné aux participants l'occasion de découvrir la

beauté des montagnes côtières de la Colombie Britannique. Les participants se sont enfin félicités de l'offre de la Chine d'organiser la rencontre de 2010, et ont dit qu'ils attendaient avec intérêt les rencontres futures et surtout la prochaine réunion qui se tiendra une fois encore sur les montagnes du Wuyi au milieu des forêts australes de la province de Fujian.

Annex 1: Agenda



Ministry of
Forests and Range



MEGAflorestais | PROGRAMME

British Columbia, 2009

October 5th - 8th 2009

Whisky Jack Room, Delta Whistler Village Suites
Whistler, British Columbia, Canada

Co-hosted by: **Ministry of Forests & Range, British Columbia
Natural Resources Canada, the Canadian Forest Service**

In cooperation with: **Rights & Resources Initiative**

*Co-chairs of
MegaFlorestais:* **Sally Collins, Director, Office of Ecosystems Services, U.S. Department of
Agriculture
Tasso Azevedo, Senior Advisor, Ministry of Environment, Brazil**

*Facilitator of
MegaFlorestais:* **Andy White, Coordinator, Rights & Resources Initiative**

NB: Meetings and meals will be held in Whisky Jack Rooms A and B unless otherwise noted.

		MONDAY, OCTOBER 5 TH
9:00-10:00		BREAKFAST
SESSION 1	General Introduction & Orientation to Meeting	
<i>Chair</i>	<i>Sally Collins, Director, Office of Ecosystems Services, U.S. Department of Agriculture</i>	
10:00-10:45	<ul style="list-style-type: none"> • Welcome comments (5 minutes) <i>Jim Farrell</i> • Participant introductions (20 min) • Introduction to MegaFlorestais: Background, rationale and past outcomes (5 min) <i>Sally Collins</i> • Review of agenda, issues to be discussed and Chatham House rule (5 min) <i>Andy White</i> • Introduction to British Columbia: Where we are and what we can learn (10 min) <i>Jim Snetsinger</i> 	

SESSION 2	Sharing News from Countries & Other Recent Meetings
Chair	<i>Sally Collins</i>
10:45-11:30	<ul style="list-style-type: none"> • One representative from each country and British Columbia will inform the meeting on: <ul style="list-style-type: none"> - The most important new issues from their country regarding forest policy and markets - What they see as the biggest challenge or struggle for their agency in the coming year

11:30-11:45 **COFFEE BREAK**

SESSION 2	<i>(continued)</i>
Chair	<i>Sally Collins</i>
11:45-13:00	<ul style="list-style-type: none"> • Resource people will then provide their sense of major news, current issues and opportunities at the global level <ul style="list-style-type: none"> - <i>John Hudson</i> - <i>Jerilyn Levi</i> - <i>Werner Kurz</i> - <i>Don Roberts</i> - <i>Xu Jintao</i> • Discussion of key global issues, challenges and opportunities for forest agencies (30 min) • Wrap-up to identify key themes and issues to discuss during the week (10 min)

13:00-14:00 **LUNCH**

SESSION 3	New Market Demands for Forest Biomass: <i>Structural Changes to the Wood Industry, Implications for Communities, Enterprises and Tenure Systems</i>
Chair	<i>Sally Collins</i>
14:00-15:45	<ul style="list-style-type: none"> • Forest markets, bioenergy & the economic meltdown: What has (and has not) changed? <i>Don Roberts</i> • Small and medium forest enterprises: Unlocking potential of new business models <i>Andy White</i> • Discussion

15:45-16:00 **COFFEE BREAK**

SESSION 4	Evolution of Forest Policy & Institutions in British Columbia: <i>Challenges and Opportunities Going Ahead</i>
Chair	<i>Andy White</i>
16:00-18:30	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution of forest policy, forestry business models and forest ownership and tenure in British Columbia <i>Jim Snetsinger</i> • Discussion

19:30 **DINNER & KEYNOTE SPEECH** at Delta Whistler Village Suites
Jim Farrell comments on the future of forest areas and the role of public forest agencies.

FIELD TRIP	
	<i>Personnel from the B.C. Ministry of Forests have organized visits to different forestry operations and exploration of the coastal and forest landscapes of the Squamish Forest District.</i>
6:30-7:45	Breakfast provided in the Whiskey Jack Room
7:50	Departure to full production harvesting operation (Tree Farm Licence # 38) in the Upper Elaho Valley, owned by Squamish Nation
10:00	Arrival at site and welcome by <i>Siyam</i> Bill Williams, hereditary chief and co-chair of the Squamish Nation council. Visit to active cut block.
11:30	Visit to silviculture operation: 10-12 year-old plantation to restore logged area
12:15	Lunch
Afternoon	Visit to run-of-the-river hydropower plant at Ashlu Creek owned by Innergex Renewable Energy.
17:00	Arrive back at hotel
19:00	DINNER at Ric's Grill in Whistler Village

SESSION 5	Climate Change & Adaptation/Mitigation Measures: <i>Implications and Roles for Forest Agencies</i>
<i>Chair</i>	<i>Antonio Hummel</i>
8:30-9:45	<ul style="list-style-type: none"> • Canadian forests: From sink to source? <i>Werner Kurz</i> • Problems of climate change and forest conditions in Russia <i>Mikhail Giryayev</i> • Status update on UNFCCC negotiations and potential Copenhagen outcomes <i>John Hudson</i> • Review of financial options for REDD, including the Amazon Fund experience <i>Luiz Carlos de Miranda Joels</i> • Opportunities and concerns for REDD <i>Jeffrey Hatcher</i> • Ecosystem services and markets: Toward a market-based investment strategy for conservation <i>Sally Collins</i>
9:45-10:00	COFFEE BREAK
SESSION 5	<i>(continued)</i>
<i>Chair</i>	<i>Leslie Weldon</i>
	<ul style="list-style-type: none"> • Discussion on implications of forest-climate negotiations for forest agencies
12:00-13:00	LUNCH

SESSION 6	Forest Tenure & Governance: <i>Experiences and Lessons in Designing and Managing Tenure Reforms</i>
<i>Chair</i>	<i>Andy White</i>
13:00-14:15	<ul style="list-style-type: none"> • Trends, experiences and emerging lessons <i>Arvind Khare</i> • Experience and lessons for designing and managing tenure reform: <ul style="list-style-type: none"> ▪ Brazil's experience with reforming its public forest system <i>Antonio Hummel</i> ▪ Forest tenure reforms in China: Impacts of collective forest reforms and plans for public forest reform <i>Li Yucai</i> • Prospects and challenges for clarifying tenure: <ul style="list-style-type: none"> ▪ Indonesia <i>Ahmad Fauzi Masud</i>

14:15-14:30 **COFFEE BREAK**

SESSION 6	<i>(continued)</i>
<i>Chair</i>	<i>Andy White</i>
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Discussion on implications of forest-climate negotiations for forest agencies

SESSION 7	Closing Session: <i>MegaFlorestais Next Steps</i>
<i>Chair</i>	<i>Ahmad Fauzi Masud</i>
16:00-17:30	<ul style="list-style-type: none"> • Assessment of MegaFlorestais series • Next-generation forestry leadership training seminar <ul style="list-style-type: none"> ▪ Introduction to "Global Issues in Governance," April 12, 2009 at Grey Towers, Milford, Pennsylvania, U.S. ▪ Determining criteria for candidate selection • Identify new themes for next meeting • Final wrap-up

18:30 **DINNER** at the Squamish Lil'wat Cultural Centre in Whistler

THURSDAY, OCTOBER 8TH

SESSION 8	Assessing & Clarifying Next Steps for MegaFlorestais: <i>An Optional Planning Meeting</i>
<i>Chair</i>	<i>Andy White</i>
9:00-12:00	<ul style="list-style-type: none"> • Selection of next host country <ul style="list-style-type: none"> ▪ Date setting and initial planning ▪ Choosing themes and issues: Anticipating next years' challenges

Annex 2: List of Participants

<i>Participants</i>	
Sally Collins	Director, Office of Ecosystem Services and Markets, Department of Agriculture, United States
Jim Farrell	Assistant Deputy Minister, Canadian Forest Service, Natural Resources Canada
Mikhail Dmitrievich Giryaev	Deputy Head, Federal Forest Agency, Russian Federation
Jim Snetsinger	Chief Forester, Ministry of Forests and Range, British Columbia, Canada
Antonio Carlos Hummel	Director General, Forest Service, Ministry of the Environment, Brazil
Luiz Carlos de Miranda Joels	Director, Forest Service, Ministry of the Environment, Brazil
Doug Konkin	Deputy Minister, Ministry of Environment, British Columbia, Canada
Li Yucai	Deputy Minister, State Forest Administration, China
Ahmad Fauzi Masud	Senior Advisor to the Minister of Forestry for economy, Ministry of Forestry, Indonesia
Alexandr Poroshin	Assistant to the Head of FFA, Federal Forest Agency, Russian Federation
Boen Mochtar Purnama	Secretary General, Ministry of Forestry, Indonesia
Kami Ramcharan	Director General, Pacific Forestry Center, Canadian Forest Service, Natural Resources Canada
Ivan Sovetnikov	Head of Legislative Unit, Federal Forest Agency, Russian Federation
Su Ming	Deputy Director General, International Forestry Cooperation Centre, China
Leslie Weldon	External Affairs Officer, Forest Service, Department of Agriculture, United States
Tatyana Yakusheva	Deputy Head of International Department, Federal Forest Agency, Russian Federation
Andy White	Coordinator, Rights and Resources Initiative
Zhang Baitao	Director General, Department of Afforestation, State Forest Administration, China
Zhang Shougong	President, Chinese Academy of Forestry
Zhang Zhongtian	Division Director, Department of International Cooperation, State Forest Administration, China

<i>Resource persons</i>	
John Hudson	Senior Forestry Advisor, UK Department for International Development
Arvind Khare	Director of Finance and Policy, Rights and Resources Initiative
Werner Kurz	Senior Research Scientist, Canadian Forest Service, Natural Resources Canada
Jerilyn Levi	Assistant Director for Policy, U.S. Forest Service International Programs
Don Roberts	Managing Director, CIBC World Markets
Xu Jintao	Professor of Natural Resource Economics, Peking University
<i>Support staff</i>	
Lucas Bailey	Associate, Rights and Resources Initiative
Rebecca Ewing	Manager, International Relations and Trade, Ministry of Forests and Range, British Columbia, Canada
Yazhen Gong	Chinese interpreter
Jeffrey Hatcher	Policy Analyst, Rights and Resources Initiative
Alec McBeath	Forest Economist, Canadian Forest Service, Natural Resources Canada
Linda Jakubowski	Softwood Lumber Agreement Administrator, Ministry of Forests and Range, British Columbia, Canada
Mahrusha Sherstobitoff	Russian interpreter, Canadian Forest Service, Natural Resources Canada
Natalia Vidal	Portugese interpreter

In addition to those listed above, two representatives from the Ministry of the Environment, Conservation and Tourism of the Democratic Republic of Congo accepted the invitation but were unable to attend due to logistical problems:

- Sébastien Malele Mbala, Director General, Permanent Forest Inventory and Management Service
- Prosper Situasendua Ngetele, Community Forestry Focal Point